

4 000 APPELS EN SIX MOIS

Le numéro vert 3033 brise le silence de la violence

*Les violences à l'égard des enfants continuent d'alimenter les annales de la justice et d'inquiéter la société et les institutions. En six mois seulement, depuis le lancement du numéro vert 3033, le Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, Nada, a enregistré 4 000 appels de détresse, uniquement pour la wilaya d'Alger.*

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Le bilan concernant la nature de ces appels sera présenté samedi au centre culturel Aïssa-Messaoudi de la Radio nationale. Par le biais de ce numéro vert, le voile a été levé sur de profonds traumatismes sociaux.

Des traumatismes provoqués par des violences et accentués par le silence et les tabous. Le cas d'Amel est troublant. Nous avons été à sa ren-

contre sans pouvoir lui parler. Innocente, jeune et naïve, Amel, appelons-la ainsi, n'a que 15 ans. L'âge où ses rêves commençaient à prendre forme dans son esprit, mais la voilà brisée à jamais par un acte odieux commis à son encontre par un homme sans âme.

La jeune fille a été violée par son voisin, un retraité âgé. Amel est restée muette, jusqu'au jour où sa mère a découvert l'irréparable. Sa fille présentait alors

des signes de grossesse. Après être passée aux aveux, Amel raconte son malheur. C'est alors que la mère a pris la décision de protéger sa progéniture, en appelant le numéro vert, le 3033.

Depuis, un suivi à la fois psychologique et juridique est assuré pour la jeune Amel. Entre une scolarité perturbée et une grossesse non désirée, l'avenir d'Amel est incertain.

Elle est actuellement placée dans une famille d'accueil aux fins de la protéger, en attendant que la justice puisse trancher cette affaire, qui, une fois révélée au grand public, risque de provoquer un séisme dans la localité où réside Amel. Le cas d'Amel n'est pas isolé. Le

Réseau Nada n'a guère connu de répit depuis le lancement du numéro vert. L'enfance se trouve en souffrance muette. Les problèmes exposés sont multiples. Sur les 4 000 appels reçus, le centre d'appel «Je t'écoute» a recensé 1 920 appels pour des préoccupations juridiques, pour une prise en charge ou une orientation.

1 650 appels sont des SOS pour une prise en charge psychologique et 430 appels de demandes d'informations sur les droits des enfants et les procédures à suivre en matière de protection.

Sur le plan juridique, l'assistance sollicitée est relative à la pension alimentaire que les mères divorcées ne perçoivent

point, aux conflits concernant la garde des enfants, aux divorces et aussi et principalement aux abus sexuels.

Le centre a recueilli beaucoup de données sur l'état psychologique des enfants issus de parents divorcés, des orphelins, des victimes de viol, ainsi que des enfants souffrant de différents troubles du comportement. L'équipe pluridisciplinaire mise en place au niveau du réseau a du pain sur la planche, pour porter aide et assistance à toutes les personnes qui en expriment le besoin.

Le chemin est encore long et ardu pour lever définitivement le voile sur les violences commises à l'égard des enfants.

R. M.

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

L'Algérie doit y être et vite, même si...

*L'Algérie doit adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et y «aller» vite. Cela même si l'accession à cette organisation ne lui assure pas immédiatement un boom des investissements et des exportations hors hydrocarbures...*

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - A l'initiative de l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), l'ambassadeur suisse, Nicolas Imboden, a, hier à l'hôtel Hilton à Alger, «causé» de «l'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : quels défis et quelles

opportunités pour les pays en développement». Une occasion pour le directeur du Centre des études et recherches, IDEAS, (Genève) de relever le rôle de l'OMC en tant que cadre multilatéral de régulation et de réglementation du commerce international. En d'autres termes, un cadre propice pour les pays en développement d'y peser, négocier les règles en cours et exploiter les avantages que l'OMC offre. Voire, pour les PED se défendre et y défendre leurs intérêts commerciaux, dans le cadre de la compétition avec les pays développés. Cela même si l'OMC est loin de constituer encore un cadre «parfait», «juste» ou «fair» (loyal) pour les échanges et d'autant que les pays en développement qui en sont membres

soient parfois contraints à des concessions. Et d'autant également, selon moult exemples présentés par l'ambassadeur Nicolas Imboden, que des exportations de PED vers des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), soit les pays développés, sont moins bien traitées en termes de taxation douanière que des exportations entre des pays de l'OCDE.

Néanmoins, il faut «y aller» à l'OMC, un message que le directeur du centre IDEAS n'a pas manqué de transmettre à notre pays qui négocie depuis plus d'une décennie son accession. Voire, y aller «vite» car, dira Nicolas Imboden, plus le processus d'accession sera retardé, plus le prix d'entrée à l'OMC sera «élevé». Et

même si l'accession à cette organisation n'assurera pas, pour l'Algérie, un pays mono-exportateur (d'hydrocarbures), un boom des investissements et des exportations hors hydrocarbures dans l'immédiat. Mais, estimera l'hôte de l'INESG, l'accession à l'OMC est opportune, dans le contexte de mondialisation.

Tant pour accompagner les processus de réformes et de développement qui ne peuvent se poursuivre, ad eternum, hors les flux mondiaux, que pour stimuler l'attractivité de notre pays aux investissements étrangers, améliorer la compétitivité de notre production et contribuer à augmenter et défendre les exportations hors hydrocarbures.

C. B.

TRIBUNAL CRIMINEL DE CONSTANTINE

Le pourrissement !

*C'est le pourrissement au tribunal criminel de Constantine ! La crise qui secoue cette juridiction depuis deux semaines, opposant la cour au barreau de cette région, n'est pas près de connaître son dénouement.*

Si le président de la cour et le procureur général ont opté pour le silence, le président du conseil de l'Ordre des avocats, lui, crie au scandale et dénonce le «piétinement» de la loi.

Selon ses dires, ces responsables abusent du fameux article 271 du code des procédures pénales pour briser la grève des avocats qui, d'ailleurs, campent sur leur position. Si le juge ayant siégé hier dans l'affaire d'escroquerie qui a secoué en mai 2008 l'agence 50

de la BEA de Constantine (lire *Le Soir* du 19 mai 2008), a reporté le procès pour absence de la défense, ses confrères ayant présidé aux audiences de lundi et mardi derniers, ont, eux, fait appel aux parents des accusés pour les défendre, ce qui est contraire aux règles procédurales, selon le bâtonnat de Constantine.

Le président du conseil de l'Ordre des avocats de Constantine précisera que l'article 271 du code des procé-

dures pénales, permet, il est vrai, au juge dans des situations exceptionnelles, comme la grève des avocats, de faire appel à un parent ou un ami de l'accusé pour le défendre, mais devra impérativement demander l'avis de l'accusé, et ce, huit jours avant la tenue de la séance de jugement tout en consignat sa demande sur un procès-verbal.

Ce qui n'a pas été le cas, selon le même syndicaliste. La séance de lundi a vu, en effet, la condamnation d'un accusé à une année de prison ferme dans une affaire de viol après que le représentant du ministère public eut demandé une peine de cinq ans. L'accusé avait été défendu

par son père, âgé et sans instruction, qui a été désigné, séance tenante, par le juge en question. Dans la journée de mardi, le président de la séance, affirme le président du bâtonnat de Constantine, a «promis au père d'un accusé jugé pour appartenance à un groupe terroriste armé — d'acquitter son fils s'il se constituait pour le défendre, et ce, avant même d'entamer la procédure d'usage dans les affaires criminelles (lecture du verdict de la chambre d'accusation, questionnement de l'accusé...)».

«Le juge lèvera ainsi la séance, accordant une heure au père de l'accusé pour se préparer. Ce dernier, un vieillard sans

instruction, est venu me voir pour consultation et je ne pouvais lui conseiller de défendre sa progéniture. Je lui ai recommandé plutôt de voir son avocat», a indiqué ce bâtonnier qui trouve que ce juge «devrait être sanctionné pour avoir prononcé un verdict avant les délibérations».

Il est à signaler que l'affaire a été renvoyée. Le père de l'accusé qui, lui, a demandé au juge de lui signer un papier dans ce sens, a fini par refuser l'offre de ce dernier. Jusqu'ici, huit affaires sur neuf inscrites sur le rôle du tribunal criminel de Constantine ont été renvoyées à des dates ultérieures .

L. H.

MALADIES MENTALES

Près de 3600 Algériens atteints de schizophrénie

*«Un gros effort reste à faire pour mettre fin à la stigmatisation de la maladie mentale au sein de la société», indiquait D' Nadji Nacéra, représentante du ministère de la Santé, lors de l'ouverture des 4<sup>es</sup> Journées médico-psychologiques organisées par la Société algérienne médico-psychologique.*

**Wassila Z. - Alger (Le Soir)** - D'après la représentante du ministère, plusieurs actions sont menées pour une organisation des soins de santé mentale les plus adaptés aux besoins spécifiques de toutes les tranches d'âge de notre population au double plan préventif et curatif.

Elle parlera du renforcement des consultations préventives et curatives de psychologie clinique et orthophonique intégrées aux offres de soins au sein des structures sanitaires publiques. L'intervenante soutient que la politique nationale de santé en Algérie accorde

une attention particulière à la santé mentale et vise une optimisation de la prise en charge des problèmes qui y sont liés. En outre, de nouvelles activités comme l'implantologie cochléaire, la pédopsychiatrie, les soins aux toxicomanes et la prise en charge des psycho-traumatismes, sont prises en considération.

Dans cette visée, l'on annonce la création de services de pédopsychiatrie réservés exclusivement à la prise en charge psychiatrique de l'enfant et de l'adolescent au niveau des établissements hospitaliers spécialisés et la formation des intervenants avec le concours de l'OMS.

Aussi, la représentante du ministère de la Santé parlera de la «réalisation de 14 hôpitaux psychiatriques qui vont s'ajouter aux 15 hôpitaux déjà existants réhabilités, compte tenu de la demande accrue qui a rendu impérative la réalisation de nouvelles structures.

L'intégration des soins de santé mentale aux soins primaires de proximité au sein de la communauté au niveau des

centres intermédiaires de santé mentale sont créés dans les établissements publics de santé de proximité.

Les thèmes choisis par les séminaristes sont essentiellement la maladie d'Alzheimer et les troubles de la mémoire. «Des problèmes très importants», dira le professeur Ridouh de l'ESH-Frantz Fanon. Selon ce spécialiste «la dimension morale et mentale est à prendre en considération». La schizophrénie est plutôt répandue entre les jeunes. Elle peut apparaître dès l'âge de 20 ans.

La famille joue un rôle primordial dans la prise en charge des malades schizophrènes, afin d'éviter les risques de rechute qui sont intimement liés aux problèmes sociaux. Dans la prise en charge «on butte surtout sur des problèmes de logistique», estime le professeur. Même si les structures de soins journaliers existent, les autres moyens (transports) font défaut.

Ridouh relèvera également que «dans le traitement de la schizophrénie, il y a les problèmes de la morbidité chez les

toxicomanes. Cela entraîne des complications dans le traitement et la prise en charge du malade toxicomane». A ce propos, D' Nadji affirme qu'un programme portant sur la réalisation de 53 centres intermédiaires de soins aux toxicomanes a été élaboré. Concernant l'Alzheimer, «le problème de prise en charge représente à 90 % un problème d'actualité», estime P<sup>r</sup> Ridouh.

Les traitements existent, et participent à retarder la détérioration cognitive. Les autres maladies répandues en Algérie sont la dépression, objet de plusieurs interventions lors de ces journées. Par ailleurs, on notera que les causes sont multiples : stress, psycho-traumatisme (inondations, tremblement de terre, échec professionnel).

Les gens «se racontent facilement» avouera le P<sup>r</sup> Ridouh. On compte 2 000 hospitalisations par an et 50 000 consultations, soulignera le P<sup>r</sup> Tidjiza, président de la Société algérienne médico-psychologique.

W. Z.

ASSASSINAT DE DEUX  
ÉTUDIANTS SAHRAOUI

À AGADIR

Le Front Polisario appelle

l'Union européenne à ouvrir une enquête

Des camps de réfugiés sahraouis : Tarek Hafid

Deux étudiants sahraouis ont trouvé la mort, lundi soir, après avoir été renversés par un autobus dans la ville d'Agadir. Le gouvernement sahraoui a décrété un deuil de 24 heures et a saisi officiellement l'Union européenne afin qu'une enquête soit diligentée pour faire la lumière sur ce double assassinat.

La répression des autorités marocaines à l'encontre des populations sahraouies a atteint son paroxysme avec l'assassinat de deux étudiants à Agadir.

Houssein Abdessadik Alktheyif et Khaya Baba Abdelaziz ont été renversés lundi soir par un autobus alors qu'ils observaient un sit-in devant la gare routière avec plusieurs autres étudiants sahraouis.

Ces derniers exigeaient que soient mis à leur disposition les moyens de transport nécessaires pour passer la fête de l'Aid au sein de leurs familles. Deux autres étudiants sahraouis, Belkadi Marek et Bouh Alkharrachi, ont été grièvement blessés lors de ce drame. Selon des témoignages cités par l'agence de presse sahraouie SPS, le groupe d'étudiants a été percuté par «un bus immatriculé A 6687 qui roulait à grande vitesse».

Plusieurs témoins oculaires font également état de l'interpellation violente de plusieurs étudiants par les forces anti-émeutes marocaines. Suite à ce drame, le gouvernement sahraoui a décrété, à partir d'hier, un deuil national de 24 heures en mémoire des victimes. Ainsi, il a été décidé de mettre en berne les drapeaux de l'ensemble des institutions et administrations dans les camps de réfugiés et dans les territoires libérés. La prière de l'absent «Al Ghayeb» sera également observée.

Sur un autre plan, le gouvernement sahraoui a saisi officiellement l'Union européenne afin qu'une enquête soit diligentée pour faire la lumière sur ce double assassinat. «Il s'agit là, à n'en pas douter, d'un crime d'Etat, qui vient s'ajouter aux multiples exactions perpétrées par le régime marocain contre les étudiants et les populations civiles sahraouies.

L'Union européenne doit intervenir de toute urgence pour que soit mis un terme à ces agissements odieux, qui heurtent de front les valeurs fondatrices de l'Union. En particulier, nous estimons qu'il est de son devoir, à cause des relations privilégiées qu'elle a choisi d'entretenir avec le Maroc, de diligenter une enquête pour que la lumière soit faite sur l'assassinat des deux jeunes étudiants sahraouis», a indiqué Mohamed Sidati, ministre délégué pour l'Europe et membre du Secrétariat national du Front Polisario, dans une correspondance adressée hier à l'Union européenne.

T. H.